

**SNCF IMMOBILIER**

DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE DE L'OUEST

60 Rue Blaise PASCAL – 37000 TOURS

Tél. : 02.46.67.38.30 (42 68 30)

Fax. : 02.46.67.38.41 (42 68 41)

[tr.dito.patrimoine@sncf.fr](mailto:tr.dito.patrimoine@sncf.fr)

Ville de Fleury les Aubrais  
Département Aménagement Urbain et  
Gestion des Espaces Publics  
Service Urbanisme Foncier  
9 rue Philippe Fabre d'Eglantine –  
BP12200  
45402 FLEURY LES AUBRAIS

à l'attention de Mme Brigitte BARRET

V/Réf. : PC 045 147 17 0010

N/Réf. : 130-17-PC-TR

Commune de FLEURY LES AUBRAIS

Pétitionnaire(s) : ORLEANS METROPOLE

Tours, le 31 mai 2017

Madame,

En réponse à votre demande d'avis concernant le **permis de construire** référencé ci-dessus, je vous informe que la SNCF n'a pas d'objection à faire valoir à l'encontre du projet envisagé, et sous réserve que le pétitionnaire prenne bien en compte les points mentionnés ci-dessous, imposés à tous les immeubles voisins du chemin de Fer, par le Code des Transports et la loi du 15 Juillet 1845 sur la conservation et les servitudes du domaine public ferroviaire (notice jointe):

- **Constructions (article L.2231-5 du Code des Transports) :**

**Aucune construction, autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie dans une distance de 2 m de la limite légale du chemin de fer.**

La limite légale du chemin de fer est indépendante de la limite réelle des terrains du domaine concédé à RFF/SNCF. C'est une limite théorique à partir de laquelle sont mesurées les distances que les riverains doivent respecter aux titres des servitudes prévues par le Code des Transports et la loi du 15 Juillet 1845.

Il en résulte que, si les murs de clôture peuvent être établis à la limite réelle du chemin de fer, les constructions doivent subir un reculement si la limite réelle est située à moins de 2 m au-delà de la **limite légale** qui est à déterminer selon le profil de terrain sur lequel est implantée la voie ferrée. *En pièce jointe du présent courrier une notice technique permettant de définir la limite légale.*

**Les pylônes devront donc être édifiés à plus de 3,5 m du bord du rail le plus proche.**

- **Ecoulement des eaux (article L.2231-3 du Code des Transports) :**

Les riverains du chemin de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles que eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

Si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leur fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre, il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du chemin de fer.

- **Dépôts de matières non inflammables (article L.2231-7 du Code des Transports) :**

Dans une distance de moins de cinq mètres d'un chemin de fer, aucun dépôt de quelque matière que ce soit ne peut être établi sans autorisation préalable de l'autorité administrative.

• **Jours – Vues – Issues :**

Tout riverain du chemin de fer, propriétaire ou édifiant une construction, a le droit de prendre sur le domaine public du chemin de fer les jours ou vues qu'il désire.

Ces jours ou vues ne doivent comporter aucune saillie, ni aucun dispositif mobile pouvant se développer sur le domaine du chemin de fer.

Le domaine public ne pouvant être grevé de servitudes d'intérêt privé, SNCF RESEAU (ou SNCF MOBILITE) conserve la faculté de construire à toute époque à la limite des emprises ferroviaires. Elle pourrait donc, en principe, masquer les jours et vues de bâtiments voisins, sans qu'il en résulte, pour les propriétaires riverains, un droit à l'indemnité.

**Il conviendra de plus d'aviser le pétitionnaire ainsi que le maître d'ouvrage (ou son délégué) des dispositions suivantes à appliquer :**

- Le pétitionnaire, devra établir, maintenir et entretenir à ses frais, une clôture en limite séparative avec le domaine ferroviaire, empêchant le passage vers les voies ferrées.

- **Aucune évolution ni stockage de matériel, d'engins ou de matériaux sur le domaine ferroviaire ne seront tolérés pendant et après la période de travaux.**

- L'utilisation d'engins de chantier puissants à proximité des installations ferroviaires est réglementée (Directive SNCF IN 1226).

- L'utilisation de grues – ou tout autre engin de levage avec un risque de survol du domaine ferroviaire – devra faire l'objet d'une étude et d'une validation technique de la SNCF avant toute mise en service – et devra être conforme aux prescriptions de l'IN0033 du cahier des prestations Communes de la SNCF.

Aux abords des voies ferrées exploitées, ces prescriptions entraînent le plus souvent de grandes difficultés d'organisation du chantier pour la desserte par les grues à tour des zones à construire

**Aucune dérogation à cette règle ne sera accordée. Nous invitons le Maître d'Ouvrage de l'opération et son Maître d'œuvre à étudier au plus tôt l'approvisionnement du chantier en tenant compte de ces contraintes compte tenu des conséquences financières importantes qu'elles peuvent engendrer.**

**Par ailleurs, eu égard au respect des contraintes techniques de sécurité ferroviaire, le présent avis ne pourra être considéré comme favorable qu'à la condition que le pétitionnaire ait effectué les démarches suivantes :**

**1.** La SNCF assurera la mission de maîtrise d'œuvre de sécurité ferroviaire pour le compte de SNCF RESEAU. A cet effet, dès la délivrance de l'arrêté de permis de construire, afin de réaliser les travaux de construction dans les meilleures conditions et de parer à tout risque éventuel pour les circulations ferroviaires, le pétitionnaire (ou le maître d'ouvrage) prendra contact avec :

**PRI de TOURS  
Groupe EE-TE  
61 rue Edouard Vaillant  
37000 TOURS**

**Tel : 02 47 32 73 40 (Mme Pauline LAURENT)  
Mail : ext.agap2.pauline.laurent@sncf.fr**

qui sera à même de le renseigner sur les mesures de sécurité à mettre en place et qui jugera de la nécessité d'établir une Notice Particulière de Sécurité Ferroviaire (N.P.S.F).

**2.** Le projet ne pourra être mis en œuvre que sous conditions impératives du respect de l'avis technique des services SNCF consultés.

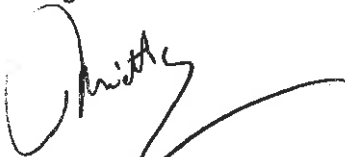
**3.** Nous vous informons **que certaines phases de vos travaux peuvent se dérouler sous interceptions des circulations ferroviaires et mise hors tension des caténaires.** Nous attirons votre attention sur les difficultés que vous pourriez rencontrer pour programmer vos travaux compte tenu des contraintes d'exploitation ferroviaire (disponibilités ressources SNCF Entrepreneur, difficultés pour obtenir les plages travaux éventuellement nécessaires,...). Par conséquent, nous vous invitons à prendre contact très rapidement avec le correspondant SNCF Groupe EE-TE (voir coordonnées ci-avant) pour définir les dispositions sécuritaires à mettre en œuvre pour vos travaux et programmer votre intervention.

4. Enfin, nous invitons le pétitionnaire à informer nos services SNCF PRI de TOURS sur la technique de construction et les modes opératoires qu'il souhaite mettre en œuvre.

Dans le respect du Code des Transports et de la Loi du 15 Juillet 1845, des servitudes relatives aux chemins de fer et des points énoncés ci-dessus, j'émet un avis favorable sur ce permis de construire.

Restant à votre disposition pour toute précision complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Chargé de Conservation du Patrimoine  
Région Centre Val de Loire



Sylvain METTE